



ÉCLAIRAGE

Que va faire la France ?

Par Maâmar Farah

C'est finalement la France, toute seule malgré les apparences, qui est intervenue au Mali. Certes pour répondre à l'appel du président malien mais aussi et surtout pour réparer un tant soit peut les dégâts collatéraux de son intervention brutale et désordonnée en Libye. C'est cette guerre inutile, au vu des résultats qu'elle a engendrés, qui a mis à la disposition des djihadistes des armes qu'ils n'auraient jamais rêvé d'avoir sans le coup de pouce indirect de Sarkozy. Mais maintenant que les troupes françaises sont au Mali, quels sont les plans pour les prochains jours, voire pour les prochaines semaines ? La rapidité de l'intervention répondait à un besoin urgent : stopper les islamistes et les empêcher d'aller plus loin. La chute de Bamako aurait constitué un désastre local et une menace sérieuse pour la paix et la sécurité dans toute la région.

Si la position des autres capitales est claire à ce sujet puisque même le Burkina — co-parrain des négociations de paix

avec l'Algérie — vient d'annoncer qu'il participait à l'opération, les yeux se tournent vers Alger qui a observé, du moins jusqu'au moment où nous rédigeons cet article, un silence gêné. Pourtant, notre diplomatie, si critiquable pour son manque de perspicacité, n'est nullement responsable de la situation actuelle et on peut dire qu'elle a été trahie par le mouvement Ansar Dine en lequel elle avait placé toute sa confiance.

Une autre certitude : l'Algérie va appuyer sur le bout des lèvres cette intervention en souhaitant qu'elle se limite à des actions de soutien aérien à l'armée malienne et qu'elle ne dure pas longtemps, évoquant le risque d'enlèvement et celui d'embrasement. Mais, sur le terrain, que va faire la France ? En tenant compte des réserves algériennes et de la situation propre à cette région, il est probable que l'action des militaires français se limite à stopper l'avancée des islamistes.

C'est, de prime à bord, la mission confiée à cette intervention. Il ne s'agit pas, du moins pour le moment, de faire la chas-

se aux groupes islamistes disséminés dans une zone plus grande que la France. Consolider la ligne de démarcation et revenir à la situation précédente, écarter toute nouvelle menace d'incursion terroriste, voilà les objectifs du moment.

En fait, ce n'est pas l'envie d'aller liquider les nids islamistes qui manque à la France. Mais il faut prendre en considération l'affaire des otages. Si Aqmi comprend que les militaires français vont rester au centre du pays et qu'ils n'ont aucune intention de monter plus haut, elle pourrait laisser sauve la vie aux otages. Le chantage serait alors du genre «si vous avancez, on tue les otages !» Un événement de dernière minute rend encore plus complexe une éventuelle opération de libération par la force : le ratage d'une intervention semblable en Somalie, grosse erreur tactique qui s'est soldée par la mort du prisonnier lui-même et de deux militaires. Le timing de cette opération est visiblement un très mauvais choix des décideurs français qui n'ont pas pris en considération l'impact psychologique d'un éventuel échec. Une

autre raison pourrait justifier le refus de monter plus haut est l'absence d'un plan de bataille adéquat. Il semble que la France ait été prise de court puisque dans l'ancien scénario, il s'agissait de préparer une force africaine pour une intervention qui devait se faire bien plus tard. Or une action en profondeur ne peut se limiter à l'utilisation exclusive des avions et des hélicoptères et la présence de forces terrestres est obligatoire. Enfin, la dernière raison qui obligerait les forces françaises à rester sur place et à ne pas pourchasser les terroristes est le risque de les voir fuir vers le Nord, c'est-à-dire vers l'Algérie. Notre pays ne veut pas de cette éventualité et refuse que les combats se rapprochent de nos frontières.

En attendant de connaître les objectifs réels de cette intervention, contentons-nous de relever qu'elle a déjà atteint son premier objectif déclaré puisque les terroristes se sont repliés vers leurs positions d'avant mercredi 9 janvier 2013.

M. F.

RÉACTIONS

LE D^R CHAFFIK MESBAH, POLITOLOGUE :

«La diplomatie algérienne est disqualifiée»

«Je ne suis pas du tout étonné comme tous les observateurs de la décision de la France pour une intervention militaire au Mali car celle-ci a été prise depuis fort longtemps. La résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies a donné un habillage juridique à une décision militaire opérationnelle déjà prise par les Français.

Ce qui peut paraître étonnant, c'est le timing, dans un cadre isolé, dans le sens où l'intervention de la France paraît précipitée alors que la mission incombait à la force africaine dans le cadre du mandat délivré par le Conseil de sécurité.

De là et d'autant plus étonnant qu'habituellement, les pays occidentaux y compris la France sont partisans du scénario de zéro mort à l'occasion d'interventions militaires pour ne pas irriter leurs opinions publiques respectives.

Concernant la diplomatie algérienne,



ne, cette dernière est totalement disqualifiée parce que depuis le début de la crise malienne, elle n'a eu de cesse de défendre le principe du dialogue

qui doit précéder, voire prévenir l'intervention militaire et tout récemment les responsables diplomates algériens affirmaient que les pays occidentaux s'étaient rangés à l'avis de l'Algérie.

Malheureusement, ce qui vient de se produire prouve bien en réalité que l'Algérie, hélas, n'est plus la puissance régionale qu'elle était et même si l'Algérie a été informée, c'est une intervention qui se déroule en dehors de sa volonté alors qu'elle est directement concernée par la situation au Sahel.

Ce qu'il faut retenir, c'est qu'il y a un risque certain pour la stabilité et la sécurité de l'Algérie, parce qu'un enlèvement ou un embrasement de la situation militaire aura fatalement des répercussions néfastes sur le territoire algérien, compte tenu de l'immensité des frontières qui la lient aux pays voisins, pour lesquelles il n'existe pas de protection absolue.»

Le D^r MOHAMED BOUSOLTANE,
EXPERT EN DROIT INTERNATIONAL :

«Sur le plan juridique, l'intervention de la France est un peu compliquée»

«Ce qui se passe au Mali est un peu similaire à ce qui s'est passé en Libye. C'est une situation extrêmement compliquée.

On a, d'un côté, du terrorisme international et, d'un autre, des mouvements revendicatifs, tout cela crée une vraie cacophonie, le dialogue était privilégié par l'Algérie qui refusait toute ingérence

étrangère. Cependant, l'option militaire n'a jamais été écartée.

Sauf qu'elle intervient un peu subitement suite à l'avancée des groupes terroristes au sud du Mali.

Politiquement, la France est intervenue suite à la demande du pouvoir malien qui n'est pas tout à fait légitime. Sur le plan juridique, l'intervention de

la France est un peu compliquée car les hauts responsables français n'ont eu de cesse de déclarer que la France n'interviendrait pas militairement mais la vérité, c'est que les événements se sont précipités ces dernières heures et il fallait prendre une décision radicale. L'intervention militaire revêt un caractère d'urgence.

La France, certainement gênée, joue sur le tableau de la légitime défense collective dans le sens que c'est le pouvoir malien qui lui a demandé d'intervenir ainsi que sur les résolutions du Conseil de sécurité qui a laissé l'option militaire ouverte.»

Propos recueillis
par Fatma Haouari

ABDELAZIZ RAHABI,
ANCIEN MINISTRE ET
ANCIEN DIPLOMATE :
«L'ANP sera soumise
à une guerre
d'usure»

«Personnellement, je ne suis pas surpris par cette intervention militaire. Il faut signaler qu'au mois de septembre dernier, on était déjà dans une situation d'internalisation du conflit. La dernière résolution du Conseil de sécurité laisse la porte ouverte dans le cadre d'une intervention militaire. Le problème qui se pose est le suivant : peut-on attendre indéfiniment un dialogue intermalien qui n'a pas démarré ? Donc l'option algérienne est une position sérieuse et intéressante mais son handicap est le temps car en attendant une solution politique, Al Qaïda et le Mujao sont déjà en train de gagner du terrain.

L'Algérie va subir les dommages collatéraux de cette intervention. La première conséquence est le flux de réfugiés qui fuiront vers le Nord, la deuxième conséquence est le risque d'infiltration d'éléments armés, la troisième conséquence, et qui est à mon avis extrêmement dangereuse sur le plan interne, car notre système de sécurité et de défense sera mis à rude épreuve et sous une pression permanente, l'ANP sera soumise à une guerre d'usure, c'est-à-dire que notre armée sera en mobilisation permanente.

L'Algérie subit des coups incessants à ses frontières qui ne sont pas totalement protégées. N'oubliez pas que le Mujao est arrivé jusqu'à Tindouf. La vigilance est de mise. L'Algérie devra se prémunir des agressions qui vont se multiplier et défendre son territoire.»